

Les conséquences du premier tour des élections législatives : l'avis d'un spécialiste des violences urbaines

Rojzman : « Dans les banlieues, tout le monde se pose en victime ! »

Fondateur de l'institut Impatiences démocratiques, Charles Rojzman est un spécialiste des banlieues et des problèmes de violence urbaine. Coauteur notamment de l'ouvrage Comment ne pas devenir électeur du Front national (Desclée de Brower), il analyse la crise politique française en tentant d'en comprendre les causes sociales.

Propos recueillis par Bertrand de Dianous

[13 juin 2002]

LE FIGARO. – Considérez-vous le résultat de ce premier tour de scrutin comme un résultat rassurant ?

Charles ROJZMAN. – Ce résultat n'a rien de rassurant dans la mesure où les problèmes demeurent exactement les mêmes. Il y a eu probablement une abstention massive à l'extrême gauche et à l'extrême droite. Mais elle s'explique par le type même du scrutin de dimanche dernier. Beaucoup d'électeurs des milieux populaires, qui ont voté Front national à la présidentielle, ont estimé qu'il n'y avait plus de véritable enjeu pour les législatives. Ils savent en effet qu'ils auront beaucoup de mal à faire élire des députés à cause de la stratégie de front républicain qui leur est opposée. Et puis ce jeu politicien autour des triangulaires n'intéresse pas ces électeurs-là.

De toute façon, l'abstention et le vote Front national sont le résultat de l'inadaptation du système politique français qui n'a plus les moyens de régler les problèmes de fond de la société française.

Cette frange de la population qui se réfugie dans un vote extrémiste ou dans l'abstention ne constitue-t-elle pas un terreau favorable à de nouvelles formes de violences dans les banlieues ?

Ces comportements politiques marginaux et cette violence dans les banlieues sont les symptômes d'une même pathologie sociale. Celle de la très grande difficulté à vivre ensemble et à faire société. On a des populations qui se sentent toutes victimes et qui diabolisent les autres. Le danger est que la xénophobie et la violence urbaine s'alimentent mutuellement. A ce sujet, la correspondance de la géographie du vote FN et de celle des violences en banlieues est éloquent : on constate que les meilleurs scores du FN sont enregistrés dans les régions où les niveaux d'insécurité sont les plus élevés. Le vote Front national est important également dans des communes périurbaines ou rurales épargnées provisoirement par ces problèmes, parce que leurs habitants se sentent menacés en raison de la proximité des centres urbains.

Quant à de nouvelles formes de violences, l'avenir est imprévisible mais sûrement dangereux car on assiste à un début d'ethnisation des problèmes sociaux. La réalité sociale aujourd'hui, faute d'être comprise, est perçue à travers le prisme ethnique. En témoignent aussi bien la violence urbaine qui revêt une couleur de plus en plus ethnique que la montée du Front national et du racisme qui en est une réaction.

Une partie de la crise actuelle du politique ne vient-elle pas du fait que la gauche a cessé de parler au peuple ?

C'est l'ensemble du personnel politique qui n'est pas à la hauteur des enjeux en s'enfermant dans des points de vue très manichéens sur le problème des banlieues. A gauche, on a minimisé et on minimise toujours l'insécurité et la violence qui sévissent dans les banlieues. Cela tient, selon moi, au fait que toute une partie de la gauche, influencée par l'extrême gauche, a reporté pendant longtemps sur l'immigré son idéalisation de l'image du prolétaire, tombée en désuétude avec la chute du communisme.

Et au FN, n'exagère-t-on pas le phénomène ?

Effectivement, du côté du FN, on exagère ce problème en considérant que l'on a affaire à une population de sauvages et de barbares qu'il faut éradiquer. Mais le problème des banlieues est plus complexe que cela. Une partie du peuple de gauche a voté FN à la présidentielle et s'est sans doute abstenue dimanche dernier. Alors, plutôt que de la stigmatiser, que l'on regarde pourquoi ces gens-là se sentent complètement abandonnés et isolés et pourquoi ils se raccrochent à ces solutions de protestation que l'on retrouve d'ailleurs dans d'autres pays européens et même dans le monde musulman.

A ce sujet, que pensez-vous du traitement réservé aux électeurs du FN depuis le premier tour de l'élection présidentielle ?

Comme d'habitude, on a traité avec condescendance les électeurs du FN en se privant de la possibilité de mieux écouter ce qu'ils avaient à nous dire. Sous prétexte de sursaut républicain, on a assisté à un conditionnement de l'opinion de type quasi totalitaire qui, en diabolisant les opinions de ces électeurs et en les assimilant au fascisme historique, nous empêche pour longtemps de comprendre la complexité des problèmes de fond de notre pays et surtout les responsabilités qui sont nombreuses à tous les niveaux de la société.

L'électeur FN subit alors une sorte « d'effet Pygmalion », c'est-à-dire qu'il finit par se conformer à l'image de lui-même que la société lui renvoie. Cette image, véhiculée par les médias, est extrêmement négative. On comprend que cet électeur-là, surtout quand il appartient au milieu populaire, finisse parfois par avoir honte de lui-même et s'abstienne lorsque les enjeux de l'élection ne l'intéressent plus.

Mais le plus troublant dans ce traitement des électeurs FN, c'est que l'on fait comme si leur existence et leur conception des problèmes de société provenaient essentiellement d'un endoctrinement par ce parti. En réalité, je crois que l'adhésion à ce type d'idéologies a des causes profondes et que, ici comme ailleurs dans le

monde, le glissement vers les extrêmes est provoqué par des peurs sociétales et par des sentiments d'impuissance auxquels seules des solutions violentes paraissent pouvoir répondre. Là aussi, nous avons à nous interroger sur les responsabilités dans cette situation de crise.

De quelle nature sont ces responsabilités ?

Politique. Mais pas seulement. Nous sommes en réalité confrontés à une crise globale des institutions, de toutes les institutions. Car dans les banlieues, tout le monde se pose en victime : la police de la justice, l'école des familles, les politiques de l'économie, les immigrés du racisme, et ainsi de suite ; sans que personne se sente responsable. Cela crée au niveau des institutions une réalité d'impuissance et au niveau de beaucoup d'individus des sentiments d'inutilité sociale, de déchéance parfois et d'insécurité bien sûr.

Avec le risque d'un repli des individus sur « les groupes d'appartenance » ?

Dans ce contexte, le communautarisme risque d'apparaître comme une solution pour pallier ce manque de reconnaissance, de valorisation et de lien social... En créant des liens entre des individus appartenant à la même identité ethnique, en donnant des explications simples à la complexité du monde, en permettant aux uns et aux autres d'avoir des ennemis communs, le communautarisme – et la violence qui l'accompagne inévitablement – permet aux individus isolés de croire qu'ils vont pouvoir peser sur leur destin.

Comment retisser ce lien social qui semble faire cruellement défaut dans les banlieues ?

Il faut tout d'abord changer de regard. Moi qui suis presque quotidiennement sur le terrain, je vois à quel point le potentiel des individus est grand quand on leur donne les moyens de se rencontrer vraiment et d'avoir une parole libre. Nous avons besoin de retrouver une vie démocratique réelle dans laquelle les citoyens auraient un peu plus de pouvoir et de responsabilité.

Il faudrait commencer par les institutions. Ceux qui les incarnent, à tous les niveaux, ne sont pas préparés à gérer les problèmes sociaux tels qu'ils se posent aujourd'hui. C'est le cas du personnel politique mais aussi des policiers, des travailleurs sociaux, des enseignants, à tous les niveaux hiérarchiques. Les formations sont inadaptées : il y a trop de cloisonnements, pas assez d'écoute et de prise de responsabilité. Il s'agit là d'un énorme chantier dans lequel nous avons tous un rôle à jouer. Là on pourrait parler de civisme républicain, beaucoup plus que dans des manifestations contre « l'ogre fasciste ».

Retrouve-t-on cette situation ailleurs qu'en France ?

Ce populisme, ce communautarisme, ces violences diverses, se retrouvent un peu partout. Les clivages s'accroissent entre des populations qui se séparent de plus en plus les unes des autres. Un schéma classique veut que, lorsqu'on ne sait pas résoudre les problèmes, on cède à la violence. En France, ces pulsions violentes se cristallisent dans le vote FN et dans les problèmes de banlieue. En Allemagne, elles

s'expriment de manière plus directe, dans la rue ou contre les foyers d'étrangers. Mais, outre ces différentes expressions de la violence, on a affaire à une véritable crise de société dans le monde démocratique, qui dépasse la simple crise d'offre politique.

C'est pourquoi je pense que nous sommes à la merci de ce qu'on pourrait appeler des « événements traumatiques » qui entraîneraient des réactions de psychose collective très dangereuses. Le terrain social est, hélas, favorable. Surtout si on continue à ne rien changer et à reporter les responsabilités sur les autres.

Quels événements ?

Il est difficile de le prévoir. Toujours est-il que la situation est critique parce que, en dépit de ce qu'on voudrait parfois nous faire croire, le niveau d'insécurité et de violence réel dépasse largement ce que les médias peuvent nous en montrer. Mais aussi parce que le manque d'espoir des uns, le cynisme et l'inconscience des autres ont déjà dépassé toute mesure.